Passez votre été avec nos livres

Boutique

Menu La Relève Boutique

Des citoyens ont sauvé 17ha de terres agricoles face à Decathlon près de Montpellier

Au départ, la mobilisation citoyenne provenait d'un « cri du cœur », comme nous l'avaient expliqué les citoyens en 2020 : ne pas laisser détruire un si beau vallon avec un bois au milieu.



22 octobre 2021 - Laurie Debove





Envie d'une vraie déconnexion ? Évadez-vous avec notre bande dessinée!

- Thème : effondrement de la société, abordé de manière douce et positive

- **Format** : 128 pages - **Impression** : France

Commander

C'est la victoire du pot de terre contre le pot de fer ! Après 7 années de mobilisation, les membres du Collectif Oxygène ont obtenu gain de cause contre Decathlon. A Saint-Clément-de-Rivière , le groupe Mulliez a finalement renoncé à construire l'énorme centre commercial « sport et bien-être » Oxylane, qui aurait bétonné 17ha de terres agricoles, grâce à une mobilisation citoyenne, paysanne, scientifique et politique déterminée.

C'est une satisfaction immense pour les citoyen.ne.s qui luttaient pour préserver des terres agricoles. Jeudi 21 octobre, Decathlon a annoncé dans un communiqué l'abandon de son projet controversé Oxylane, qui devait bétonner 17ha de terres agricoles sur les 24ha prévus pour construire ce « village de sport et bien-être »

L'annonce du groupe Mulliez fait suite à la décision du conseil municipal, le même jour, de classer la terre des Fontanelles, la zone concernée, en terrain naturel et agricole. En effet, les élu-e-s de la commune ont décidé, à l'unanimité, de suivre les réserves du Commissaire Enquêteur, dont l'une demandait explicitement le retrait du volet Oxylane du PLU.

Ces réserves ont été émises grâce à une mobilisation citoyenne et paysanne très forte. Pétition, actions sur le terrain, réunions d'information et de sensibilisation, et recours en justice, pendant 7 ans, les membres du Collectif Oxygène ont multiplié les démarches pour sauver la terre des Fontanelles.

« On était hier soir au conseil municipal qui avait à l'ordre du jour l'approbation du PLU de la commune. On était en attente suite à l'enquête publique qui a recueilli près de 1300 contributions, c'est énorme! Et elles étaient quasiment toutes unanimes, sauf six, pour demander l'abandon du projet Oxylane dans le PLU de la commune. » se réjouit Jean-Michel Hélary, membre du collectif Oxygène, pour La Relève et La Peste

Crédit : Confédération Paysanne de l'Hérault

La mobilisation était également soutenue par des institutions publiques comme la Chambre d'agriculture, le département de l'Hérault et d'autres organismes de protection des espaces naturels et forestiers qui avaient émis un avis défavorable au projet Oxylane lors de l'enquête publique. Des élus et scientifiques s'étaient aussi rangés derrières les citoyens comme l'Atécopol de l'INRA.

Une fois les terres agricoles classées, Decathlon pouvait encore décider de bâtir son projet, les permis d'aménagement ayant été octroyés bien avant le vote du nouveau PLU. Heureusement, l'entreprise française a décidé de se ranger derrière la décision du conseil, en émettant la possibilité de construire un unique magasin dans une autre zone.

« Nous allons donc repenser notre projet et aller à la recherche d'un lieu adéquat,

toujours en collaboration avec la Municipalité. Notre volonté reste inchangée : répondre aux besoins des sportifs en s'implantant au nord de la métropole montpelliéraine et ainsi créer du lien avec les clubs et associations locales, toujours dans une démarche d'écoute et de dialogue. » a déclaré Lionel Le Marquand, responsable DECATHLON pour la région Languedoc Roussillon

Au départ, la mobilisation citoyenne provenait d'un « cri du cœur », comme nous l'avaient expliqué les citoyens en 2020 : ne pas laisser détruire un si beau vallon avec un bois au milieu.

Puis, ils ont très vite réalisé l'ampleur des enjeux : l'extermination d'espèces protégées dont des chauve-souris, batraciens et oiseaux, la perte des terres agricoles, la menace sur les nappes phréatiques, les risques d'inondations, et tous les véhicules avec leurs nuisances que pouvait attirer ce type de complexe.

« Ce qui nous intéresse à présent, c'est que cette victoire puisse servir à d'autres luttes, que cela les encourage à rester déterminés. On fait partie du réseau national « Des terres Pas d'hyper » : certaines luttes remportent des succès et pour d'autres c'est plus difficile. On veut montrer que c'est possible quand on se mobilise, car ce ne sont pas les recours juridiques qui nous ont fait gagner mais la mobilisation citoyenne qui a favorisé toutes les participations à l'enquête publique. » explique Jean-Michel Hélary, membre du collectif Oxygène, pour La Relève et La Peste

En France, entre 20 000 et 30 000 hectares sont artificialisés chaque année et les terres agricoles sont particulièrement concernées. Aujourd'hui, il est estimé que seulement 52,7 % du territoire métropolitain français reste peu anthropisé. Cette artificialisation augmente presque 4 fois plus vite que la population, et a des conséquences environnementales, sanitaires, économiques et sociales désastreuses.

La victoire des membres du collectif Oxygène, et de tous leurs soutiens, est donc une véritable bulle d'air pour un pays déjà bien trop menacé par le béton.

Pour aller plus loin : France : l'artificialisation s'étend trois fois plus rapidement que ne grandit la population, une menace pour la biodiversité

22 octobre 2021 - Laurie Debove